

É.-U. et nous dire où le Canada se situe? J'ai ici quelques notes. Par exemple, elles mentionnent la possibilité d'une union monétaire complète au sein de la CEE en 1980 avec une mise en commun des réserves nationales et l'émission d'une devise européenne en 1974 ainsi qu'une intégration générale.

**M. Plumptre:** Je ne crois pas qu'on ait proposé d'émettre une nouvelle devise en 1974.

**M. le président:** Je crois qu'on a quand même parlé de créer une unité monétaire.

**Le sénateur Macnaughton:** D'émettre une nouvelle unité monétaire européenne en 1974.

**M. Plumptre:** Oui, c'est exact.

**Le sénateur Macnaughton:** On pourrait probablement résumer ainsi: les difficultés monétaires actuelles ont-elles provoqué l'intégration des politiques monétaires européennes en les unissant contre les États-Unis? C'est là la fond du problème. Pourriez-vous élaborer un peu plus à ce sujet?

**M. Plumptre:** D'après moi, les récentes expériences ont démontré les difficultés inhérentes à cette proposition de devises communes. Je crois que le programme va être retardé ou remis. Il est évident d'après ce que j'ai dit auparavant, que j'attache beaucoup d'importance à l'allègement qu'un pays peut trouver en faisant varier son taux de change par rapport à sa balance des paiements. Nous avons connu des périodes de taux flottant—où la variation assez faible pouvait absorber les pressions exercées par le commerce et les variations des investissements—et c'était une aide considérable. Je crains les effets de liens trop étroits entre les nations européennes. Je crois qu'elles ont beaucoup en commun, mais des liens plus étroits pourraient aggraver leurs difficultés interrégionales comme au Canada quand il s'agit de transferts entre les provinces—des régions qui sont touchées par une politique monétaire ou une autre. Aussi longtemps que la séparation existe, chaque pays peut choisir la politique appropriée à son agriculture, à son industrie et ainsi de suite. Si on les enferme tous dans le carcan d'une monnaie commune, à mon avis, cela aggraverait le problème. Beaucoup d'Européens ne partagent pas ce point de vue.

**Le sénateur Macnaughton:** Entre le bloc nord-américain et le bloc européen, où nous situons-nous? Nous sommes à la périphérie. Nous ne sommes qu'un tout petit pays en regard de la puissance et de l'influence monétaire des autres.

Pensez-vous que nous pouvons nous retirer au nord de la frontière en disant: «Nous faisons cavalier seul et attendons que vous ayez réglé vos problèmes?»

**M. Plumptre:** Notre taux de change flottant nous place dans une bonne situation à l'heure actuelle. Il nous permet de nous tenir éloignés des difficultés: le flottement des devises européennes par rapport au dollar, en vigueur presque partout à l'heure actuelle, atténuera les problèmes plutôt que de les aggraver. Notre situation actuelle ne m'inquiète donc pas. Le cours flottant de notre monnaie nous permet de nous éloigner un peu du feu de l'action. A mon avis, la réapparition d'un système monétaire mondial est très importante, c'est

pour cela que j'accueille avec plaisir les initiatives américaines qui, je le crois, sont généralement de nature à rallier notre adhésion.

**Le président:** Monsieur Plumptre, pourriez-vous nous expliquer pourquoi le Royaume-Uni s'est abstenu de cette initiative commune de flottaison. Quelle en sera la réaction en Allemagne? La chose m'a étonné. Avec l'entrée de la Grande-Bretagne, la Communauté compte maintenant neuf pays. Une voix commune pourrait parler au nom des neuf pays. Pourtant, avec le présent accord sur les taux du change, il n'y a plus que six pays. L'Italie je crois est l'autre pays qui n'en fait pas partie. Je me suis étonné de voir cela se produire.

**M. Plumptre:** Et l'Irlande.

**Le président:** Pourriez-vous commenter cette situation?

**M. Plumptre:** Oui. Je crois que pour faire un commentaire approprié, il faut remonter à un certain nombre d'années et souligner dans quelle mesure l'opinion britannique a accepté le genre de position que je mentionnais il y a quelques minutes, à savoir la position qui accorde une très grande importance à la souplesse du taux de change en ce qui concerne la facilité des adaptations entre les régions et les pays. Cela se rattache aux propositions initiales de M. John Maynard Keynes avant les accords de Bretton Woods, et il y a eu un courant de pensée britannique qui a souligné l'importance des variations du taux de change depuis cette époque. Depuis lors, les Britanniques se sont retrouvés avec ce système de convergence comme rivés non pas sur une croix d'or, mais sur une croix de formalités juridiques dans le domaine des fonds. Je crois que les Britanniques doivent se sentir profondément schizophrènes devant cette proposition d'uniformisation des devises; ce principe se situe directement à l'opposé de la pensée de la plupart des gens avertis en Grande-Bretagne ainsi que de la pensée britannique en matière financière et économique des trois dernières décennies. En conséquence, je n'ai pas été étonné de constater que les Britanniques continuent à laisser flotter leur devise. Je crois qu'il y avait une raison immédiate, à savoir qu'ils affrontent ces terribles problèmes engendrés par les grèves et le reste, qui entravent la tentative de contenir les salaires. Il leur serait très difficile de souscrire à une théorie quelconque.

**Le président:** J'en conviens avec vous. A mon avis, leur abstention à se joindre aux autres pays retarde en réalité l'union monétaire. Il n'y a aucun doute à ce sujet.

**Le sénateur Macnaughton:** J'ai deux autres questions simples. Voudriez-vous commenter la situation de l'euro-dollar et la situation des sociétés multinationales?

**M. Plumptre:** Mes commentaires sur ces deux questions ne sont pas faciles parce que je ne les comprends vraiment pas. Cela me laisse en excellente compagnie.

**Le président:** Un groupe très nombreux.

**M. Plumptre:** Le marché de l'euro-dollar est évidemment une source d'instabilité en Europe, mais il a également été une source d'expansion européenne. Les sociétés multinationales qui, naturellement, ont déplacé les capitaux de capitale en capitale, sont dans une certaine mesure les causes du problème. Toutefois, je dirais plutôt que les arrangements monétaires mondiaux ne se